Affaires municipales

Gouvernement du Québec

Décret 394-94, 23 mars 1994

CONCERNANT le regroupement du village de Saint-Léonard-d'Aston et de la municipalité de Saint-Léonard

ATTENDU QUE chacun des Conseils municipaux du village de Saint-Léonard-d'Aston et de la municipalité de Saint-Léonard a adopté un règlement autorisant la présentation d'une demande commune au gouvernement le priant de constituer la municipalité locale issue du regroupement des deux municipalités en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9);

ATTENDU QU'un exemplaire de la demande commune a été transmis au ministre des Affaires municipales;

ATTENDU QU'aucune opposition n'a été transmise au ministre des Affaires municipales et que ce dernier n'a pas jugé opportun de demander à la Commission municipale du Québec de tenir une audience publique ou d'ordonner la consultation des personnes habiles à voter de chacune des municipalités demanderesse;

ATTENDU QU'il y a lieu, en vertu de l'article 108 de la loi ci-dessus mentionnée, de donner suite à la demande commune;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

De faire droit à la demande et de constituer une municipalité locale issue du regroupement du village de Saint-Léonard-d'Aston et de la municipalité de Saint-Léonard, aux conditions suivantes:

1^o Le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston ».

2^o La description du territoire de la nouvelle municipalité est celle qui a été rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources le 7 décembre 1993, cette description apparaît comme annexe au présent décret.

3^o La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1).

4^o La nouvelle municipalité fera partie de la municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska.

5^o Un Conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres des deux Conseils en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret. Le quorum sera de huit membres. Les deux maires alterneront comme maire du Conseil provisoire pour des périodes égales. Un tirage au sort lors de la première assemblée du Conseil provisoire déterminera lequel des deux maires exercera ce rôle en premier.

6^o La première élection générale aura lieu le premier dimanche du quatrième mois suivant le mois de l'entrée en vigueur du présent décret. La deuxième élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1997. Le Conseil de la nouvelle municipalité sera formé de sept membres parmi lesquels un maire et six conseillers. Les postes des conseillers seront numérotés de 1 à 6 à compter de la première élection générale.

7^o Pour la première élection générale seules peuvent être éligibles aux postes 1, 2 et 3 les personnes qui le seraient en vertu de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., . E-2.2) si cette élection était une élection des membres du conseil de l'ancien village de Saint-Léonard-d'Aston, et seules peuvent être éligibles aux postes 4, 5 et 6 les personnes qui le seraient en vertu de cette loi si cette élection était une élection des membres du Conseil de l'ancienne municipalité de Saint-Léonard.

Les résolutions adoptées par les anciennes municipalités en vertu de l'article 45 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal (1993, c. 37) continuent de s'appliquer à la nouvelle municipalité comme si elle les avait adoptées.

8^o Monsieur Laval Simard, secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité de Saint-Léonard, agira comme secrétaire-trésorier adjoint de la nouvelle municipalité jusqu'à ce que le conseil élu lors de la première élection générale nomme une personne pour occuper ce poste.

9^o Si les anciennes municipalités ont adopté un budget pour l'exercice financier au cours duquel le présent décret entre en vigueur, ce budget continuera d'être appliqué par le Conseil de la nouvelle municipalité et les dépenses ainsi que les revenus devront être comptabilisés séparément comme si les anciennes municipalités continuaient d'exister. Toutefois, une dépense reconnue par le Conseil comme découlant du regroupement sera imputée au budget de chacune des anciennes municipalités

en proportion de leur richesse foncière uniformisée au sens de l'article 261.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) telle qu'elle apparaît à leur budget.

10° À la fin du dernier exercice financier pour lequel les anciennes municipalités ont adopté des budgets séparés, chacune de ces municipalités versera au fonds général de la nouvelle municipalité un montant du surplus accumulé à son nom qui doit totaliser pour ces deux municipalités un montant de 100 000 \$ établi selon les modalités suivantes.

a) La contribution que l'ancien village de Saint-Léonard-d'Aston doit verser est de 50 000 \$;

b) La contribution que l'ancienne municipalité de Saint-Léonard doit verser est de 50 000 \$.

Si le montant du surplus accumulé au nom d'une ancienne municipalité est insuffisant pour le versement de sa contribution, la nouvelle municipalité complètera ces montants en imposant une taxe spéciale au secteur formé du territoire de cette ancienne municipalité, selon la valeur des immeubles imposables telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

11° Si après avoir effectué l'opération prévue à l'article 10, il reste des montants disponibles au surplus accumulé au nom d'une ancienne municipalité, ces montants demeureront au bénéfice des contribuables de l'ancienne municipalité au nom duquel il a été accumulé. Ils pourront être affectés à la réalisation de travaux sur le territoire de cette ancienne municipalité ou à la réduction de taxes foncières spéciales dans le territoire de cette ancienne municipalité.

12° Le déficit accumulé au nom d'une ancienne municipalité, le cas échéant, à la fin du dernier exercice financier pour lequel elle a adopté un budget séparé, restera à la charge de l'ensemble des immeubles imposables de cette municipalité.

13° Le solde en capital et intérêts des emprunts contractés par l'ancien village de Saint-Léonard-d'Aston en vertu de ses Règlements 187, 193, 196 et 199 devient à la charge des immeubles imposables du secteur de la nouvelle municipalité qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, est desservi par le réseau d'aqueduc et d'égouts de l'ancien village de Saint-Léonard-d'Aston sur la base de leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur à chaque année.

Les clauses d'imposition prévues à ces règlements sont modifiées en conséquence.

La nouvelle municipalité pourra modifier ces règlements conformément à la loi si elle effectue des travaux pour prolonger ces réseaux.

14° Le solde en capital et intérêts de l'emprunt contracté par l'ancienne municipalité de Saint-Léonard en vertu de ses Règlements 115 et 138 restent à la charge des immeubles imposables de cette municipalité conformément aux clauses d'imposition prévues à ces règlements.

15° Toute dette ou tout gain qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire, pour un acte posé par une ancienne municipalité, reste à la charge ou au bénéfice de l'ensemble des immeubles imposables de cette municipalité.

16° Est incorporé un office municipal d'habitation, sous le nom de «Office municipal d'habitation de la municipalité de Saint-Léonard-d'Aston».

Cet office municipal succède à l'Office municipal d'habitation de l'ancien village de Saint-Léonard-d'Aston lequel est éteint. Les troisième et quatrième alinéas de l'article 58 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) s'appliquent à l'Office municipal d'habitation de la nouvelle Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston comme s'il était constitué par lettres patentes en vertu de l'article 57 de cette loi.

Les membres de l'Office sont les membres de l'Office municipal d'habitation de l'ancien village de Saint-Léonard-d'Aston.

17° La nouvelle municipalité succède aux droits, obligations et charges des anciennes municipalités. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, aux lieu et place de ces municipalités.

Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune anciennes municipalités demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés et dans la mesure où ils sont compatibles avec le présent décret.

18° Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des anciennes municipalités deviendront la propriété de la nouvelle municipalité.

19° Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
BENOÎT MORIN

**DESCRIPTION OFFICIELLE DES LIMITES
DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ
DE SAINT-LÉONARD-D'ASTON, DANS
LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE NICOLET-YAMASKA.**

Le territoire actuel des municipalités de Saint-Léonard et du village de Saint-Léonard-d'Aston, dans la municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska, comprenant en référence aux cadastres des paroisses de Sainte-Eulalie, de Saint-Léonard, de Sainte-Monique et de Saint-Wenceslas les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, rues, autoroute, emprise de chemin de fer, îles, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir : partant du point de rencontre de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Célestin et de Saint-Wenceslas et de la ligne séparative des lots 48 et 49 de ce dernier cadastre; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes : ladite ligne séparative de lots; partie de la ligne nord-ouest, la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 53 et la ligne sud-est du lot 52 du cadastre de la paroisse de Saint-Wenceslas, ces lignes sud-est étant le côté nord-ouest d'un chemin public; partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Léonard et de Saint-Wenceslas en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin public limitant au nord-ouest le lot 172 du cadastre de la paroisse de Saint-Wenceslas; en référence à ce cadastre, le côté nord-ouest de l'emprise dudit chemin en allant vers le nord-est jusqu'à un point situé à une distance de 180,0 mètres de la ligne séparative des lots 172 et 173, distance mesurée suivant le côté nord-ouest de ladite emprise; une ligne droite à travers le chemin public et le lot 173 jusqu'à un point situé sur la ligne sud-est dudit lot et à une distance de 177,0 mètres du coin sud dudit lot 173; partie de la ligne nord-ouest du lot 250 et la ligne nord-ouest des lots 249, 248 et 247; partie de la ligne nord-ouest du lot 246 sur une distance de 176,0 mètres; dans le lot 246, une ligne droite vers le sud-est jusqu'à un point situé sur le côté nord-ouest de l'emprise du chemin public situé sur la ligne séparative des rangs 10 et 11 de l'augmentation du canton d'Aston à une distance de 176,0 mètres de la ligne sud-ouest du lot 246, distance mesurée suivant le côté nord-ouest de ladite emprise; le côté nord-ouest de l'emprise dudit chemin public en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 31 du cadastre de la paroisse de Sainte-Eulalie; ledit prolongement, la ligne nord-est du lot 31 et la ligne sud-est des lots 31, 32 et 33 dudit cadastre; la ligne sud-est des lots 96, 95, 94 et 93 jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 97 du cadastre de la paroisse de Saint-Léonard; en référence au cadastre de ladite paroisse, ledit prolongement et les lignes nord-est et sud-est dudit lot 97; la ligne nord-est

et partie de la ligne sud-est du lot 103 jusqu'au côté nord-est de l'emprise du chemin public longeant la rivière Nicolet et traversant ledit lot 103; le côté nord-est de l'emprise dudit chemin en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest du chemin de desserte situé au nord-ouest de l'autoroute numéro 20; le côté nord-ouest de l'emprise dudit chemin en allant vers le sud-ouest sur une distance de 77,1 mètres; une ligne droite faisant un angle intérieur de 106° 25' avec la corde sous-tendue par la ligne précédente et mesurant 5,5 mètres; une ligne droite faisant un angle intérieur de 270° 00' avec la ligne précédente en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne médiane de la rivière Nicolet; la ligne médiane de ladite rivière dans une direction générale sud-est et passant à mi-distance entre les îles situées vis-à-vis le coin sud du lot 108 jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 121; ledit prolongement et ladite ligne sud-est; la ligne sud-ouest des lots 121 à 130; la ligne sud-est du lot 162; la ligne sud-ouest des lots 162 en rétrogradant à 154; partie de la ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Léonard et de Sainte-Monique du cadastre de la paroisse de Sainte-Perpétue jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 356 du cadastre de la paroisse Sainte-Monique; en référence au cadastre de ladite paroisse, ladite ligne nord-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Nicolet; ladite ligne médiane dans une direction nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 307; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest; partie de la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 100; vers le nord-ouest, le côté sud-ouest de l'emprise du chemin public limitant au nord-est le lot 101 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 77; ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest; partie de la ligne sud-ouest du lot 14 et la ligne nord-ouest des lots 14 en rétrogradant à 1 du cadastre de la paroisse de Saint-Léonard; enfin, partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Wenceslas et de Saint-Célestin jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la municipalité de Saint-Léonard-d'Aston.

Dans la présente description, les distances sont exprimées en mètres (SI).

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Service de l'arpentage
Québec, le 7 décembre 1993

Préparée par: GILLES CLOUTIER,
arpenteur-géomètre

L-328

20856